

République française

-----

Département de l'Ardèche

-----

Extrait du registre des délibérations

CONSEIL COMMUNAUTAIRE MONTAGNE D'ARDECHE

Place de la Mairie - 07 470 COUCOURON

Séance du jeudi 12 novembre 2020

Membres

en exercice : 37

Date de la convocation: 05/11/2020

Présents : 29

L'an deux mille vingt et le douze novembre, à 18 heures 00, l'assemblée régulièrement convoquée, s'est réunie à Coucouron, sous la présidence de Jacques GENEST,

Votants : 34

POUR : 32

CONTRE : 2

ABSTENTIONS : 0

REFUS DE VOTE : 0

**Présents :** Karine ACCASSAT, Dominique ALLIX, Françoise BENOIT, Sebastien BOURDELY, James BOUVIER, Thierry CHAMPEL, Serge CHARPENAY, Jerome DELDON, Genevieve DUNY, Jacques GENEST, Martine IMBERT, Bernard JACQUEMIN, Jean LINOSSIER, Emile LOUCHE, Michel LOUIS, Thierry MAILLET, Cyril MALLET, Anne-Marie MARION, Franck MEJEAN, Claude MONCEAU, Sebastien PRADIER, Laurence PREVOST, Yves QUEROMAIN, Thibaut ROBERT, Christian ROUSSEL, Christophe ROUX, John SERROUL, Dominique TRIN, Charles VALETTE

**Représentés :** Claude BRUN par Emile LOUCHE, Georges LLUIS par Laurence PREVOST, Marylaine MERCIER par Jean LINOSSIER, Dominique TEYSSIER par Françoise BENOIT, Christian VIDAL par Jacques GENEST

**Excusés :** Denise LAFFARRE

**Absents :** Jerome GROS, Michel TESTUD

**Suppléés :** Francis ENJOLRAS par Yves QUEROMAIN

**Secrétaire de séance :** Charles VALETTE

DE\_2020\_94 - Objet : Avis sur le projet de SCoT arrêté par le SYMPAM

*Vu le Code général des collectivités territoriales ;*

*Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.143-20 et R.143-4 ;*

*Vu les statuts en vigueur de la Communauté de communes Montagne d'Ardèche ;*

*Vu la délibération du comité syndical du Syndicat Mixte du Pays d'Ardèche Méridionale (SYMPAM) en date du 17 février 2020 arrêtant le projet de SCoT ;*

Il est rappelé qu'un Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) est un document d'urbanisme de conception et de mise en œuvre d'une planification stratégique intercommunale à long terme, à l'échelle d'un large bassin de vie ou d'une aire urbaine, dans le cadre d'un projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

Considérant que le Syndicat Mixte du Pays d'Ardèche Méridionale (SYMPAM) porte l'élaboration du SCoT pour le compte de 8 Communautés de communes dont la Communauté de communes Montagne d'Ardèche.

Considérant que le 17 février 2020, le SYMPAM a arrêté en comité syndical le projet de SCoT Ardèche Méridionale.

Considérant qu'en tant que collectivité adhérente au syndicat, la Communauté de communes Montagne d'Ardèche a été notifiée le 17 août 2020 par le SYMPAM du projet de SCoT arrêté et qu'elle est consultée pour rendre un avis sur ce projet.

Considérant que l'avis doit être rendu dans un délai légal de trois mois à compter de la date de transmission du projet et qu'à défaut d'avis rendu, celui-ci sera réputé favorable.

Monsieur le Président expose qu'afin d'éclairer au mieux le Conseil communautaire, il a réuni les quatre élus qui ont particulièrement travaillé sur ce dossier ; messieurs CHAMPEL, JACQUEMIN, LINOSSIER et PRADIER.

RF Préfecture de l'Ardèche
Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 17/11/2020 007-200072007-20201112-DE_2020_94-DE

Monsieur Bernard JACQUEMIN présente les conclusions de ce groupe de travail :

- **Les objectifs de consolidation de l'armature territoriale**

L'attractivité de notre territoire est mise à mal par la réduction de la surface constructible (1.4).

En effet, les personnes venant sur la montagne désirent du terrain raisonnablement et sans excès. Une surface de 1000 m<sup>2</sup> par construction semble acceptable et conforme aux souhaits de la population. Le SCOT veut transformer nos campagnes en zones urbaines avec toutes les nuisances que l'on constate. La montagne n'a pas vocation à accueillir des immeubles de 5 étages. Il est important de réaffirmer que la montagne n'est pas un territoire comme les autres. Le prix bas du foncier est un atout attractif important ne le tuons pas par une augmentation des prix provoquée par la réduction des terres constructibles.

Ce n'est pas en protégeant exagérément les terres agricoles que l'on freine la disparition des exploitants agricoles. Il est regrettable de constater que nos terres deviennent, trop souvent, seulement la possibilité de primes pour des exploitants de départements voisins qui n'amènent rien à notre territoire. Nous devons nous battre pour conserver nos agriculteurs mais ceux-ci ne peuvent pas vivre dans un désert.

Remettons la montagne dans son contexte culturel : les gens utilisent souvent des terrains issus d'héritage, donc nous n'avons pas à les limiter. En plus que deviendra ce terrain s'il n'est pas constructible ? Pas à l'agriculture, il y a bien longtemps que les agriculteurs, sauf très rares exceptions, ne cultivent plus les terrains de 1000 m<sup>2</sup> dans les villages.

Le comblement des dents creuses ne doit pas être une référence. En effet, des terrains au centre des villages de 2500 m<sup>2</sup> qui deviennent obligatoirement constructibles dans ce cas, même si leurs propriétaires ne sont pas vendeurs. C'est ce qui arrive souvent. Si par endroit ce levier peut être un atout de développement, il est un frein à celui de nos villages.

Il ne doit pas être fait de discrimination entre les résidences principales et les secondaires. A ce jour dans de nombreux villages il ne semble pas possible d'envisager de construire quasiment autant de logements principaux que secondaires. La répartition des logements sur les communes ne doit pas être encadrée. Attention, avec la situation sanitaire et économique actuelle, de nombreuses résidences secondaires deviennent des résidences principales.

- **Dynamisation économique**

La limitation à 3 ha pour le développement de l'hôtellerie de plein air est un énorme frein au développement de la montagne dont l'élément essentiel est et sera le tourisme. Le projet Grand Site Gerbier Mézenc, l'aménagement de la Croix de Bauzon et un plan d'attractivité de notre territoire devraient développer une hôtellerie de plein air de qualité. Ce développement serait rendu impossible avec cette limitation. Ces 3 ha sont ridicules comparées à l'Ardèche méridionale, déjà très fortement équipée.

Nous nous opposons à la limitation de l'activité dans les sites majeurs (Mézenc, Gerbier, Le Lac d'Issarlès et l'Abbaye de Mazan) et en particulier à cette phrase : « *Pour l'ensemble de ces sites majeurs, hors Abbaye, tout nouvel aménagement nécessaire à l'accueil des visiteurs peut être autorisé seulement s'il a vocation à conforter l'existant par une extension limitée et dans le respect des sensibilités environnementales et paysagères* ».

Bien sûr nous affirmons que chaque commune pourra installer un commerce de moins de 300 m<sup>2</sup> et si une opportunité se présente au-delà de 300 m<sup>2</sup>, il faudrait une étude circonstanciée.

La surface de 5 ha nous semble très restrictive pour les zones d'intérêt local. Dans les contraintes prévues, l'accès à ces zones par les modes doux est totalement irréaliste dans un territoire où le moyen de déplacement unique est l'automobile à moins de revenir au cheval. Il est utile de rappeler que l'attaque contre la voiture a été le déclencheur essentiel de la crise des gilets jaunes.

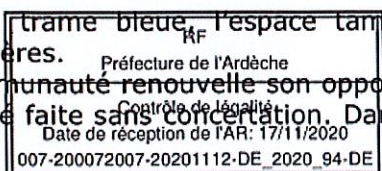
- **Mobilité**

Comme démontré ci-dessus, le seul moyen de locomotion est l'automobile (pas de train, pas de bus, pas d'avion...). Une aire de covoiturage pourrait être aménagée sur la RN 102 (lieu à définir).

- **Ressources naturelles**

Dans la trame bleue, l'espace tampon de 10 m devrait être aménageable suivant les conditions particulières.

La Communauté renouvelle son opposition à l'extension de la zone Natura 2000 du massif du Tanargue qui a été faite sans concertation. Dans ces conditions la communauté ne peut valider la trame bleue et verte.



- **Energies renouvelables**

Concernant l'obligation des toits photovoltaïques, le mot prioritaire doit être remplacé par incitation.

La surface de 20 ha est beaucoup trop réduite.

Les installations (éolien et photovoltaïque) sont une ressource financière importante dans un secteur pauvre qui ne veut pas devenir une réserve pour métropolitain en manque de nature.

Concernant l'éolien, il est prévu des zones de sensibilité majeure pour le développement du grand éolien, notamment sur le plan paysager, certains projets de renouvellement ne pourraient donc pas avoir lieu. Or, ce serait beaucoup de ressources perdues pour le territoire d'autant plus que le site concerné était dans les ZDE. Comment peut-on encore à ce jour écrire « un projet ne sera autorisé que s'il démontre qu'il ne porte pas atteinte à la qualité paysagère » autant écrire que les projets y sont interdits.

Il y a quelques années, les créations des ZDE avaient permis un développement harmonieux de l'éolien. Renouvelons cette expérience.

La Communauté est prête à étudier la mise en place d'un zonage pour l'implantation des énergies renouvelables. De toute façon, la surface de 20 ha est beaucoup trop faible et ne doit pas tenir compte des dossiers en cours.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide :

- **d'approuver** toutes les remarques et les réserves énoncées ci-dessus émises par le groupe de travail.
- **d'affirmer** qu'il :
  - veut continuer à rendre son territoire attractif et pour cela pouvoir accueillir de nouveaux habitants ;
  - a besoin de ressources pour pouvoir rendre des services à sa population ;
  - ne veut pas devenir un territoire vide d'habitant.
- **de rendre un avis** sur le projet de SCoT arrêté par le SYMPAM **favorable avec réserves**
- **d'autoriser et de mandater** le Président à effectuer toute démarche et signer tous documents de nature à exécuter la présente délibération.

Fait et délibéré à Coucouron, le 12 novembre 2020.

Le Président,  
Jacques GENEST



RF
Préfecture de l'Ardèche
Contrôle de légalité
Date de réception de l'AR: 17/11/2020
007-200072007-20201112-DE_2020_94-DE